

Section d'Hénin-Beaumont

Compte-rendu du comité de section du 17/05/06

19 présents

Intervention de David NOËL

La situation politique

Après la lutte contre le CPE à laquelle nous avons pris part, le gouvernement De Villepin est à bout de souffle. Ses projets inspirés par le MEDEF ont été rejetés et on s'aperçoit avec l'affaire Clearstream que les principaux dirigeants du pays ont utilisé les services secrets pour faire courir des rumeurs et abattre politiquement leurs concurrents à l'intérieur même de l'UMP.

Nous vivons une crise de régime qui est la conséquence des institutions quasi monarchiques de la V^e République. Des dirigeants politiques sont prêts à tout pour accéder à l'Elysée ou pour s'y maintenir. C'est à l'Elysée, et pas à l'Assemblée Nationale que se prennent les décisions importantes.

Même si la motion de censure présentée hier à l'Assemblée Nationale et votée par le groupe communiste a été rejetée (malgré l'appui d'une partie du groupe UDF et les nombreuses défections dans les rangs du groupe UMP de députés qui ont choisi de « voter avec leurs pieds »), la crise politique et institutionnelle est toujours là.

C'est le rôle du PCF d'élever le débat et d'exiger à la fois une nouvelle politique qui réponde aux aspirations des classes populaires et de nouvelles institutions pour la mettre en œuvre.

Vie du Parti

Pendant les affaires, les grandes manœuvres s'accélèrent à « gauche de la gauche » avec la signature par notre parti d'un appel pour un rassemblement antilibéral et des candidatures unitaires. Cet appel émane de la Fondation Copernic et des comités du 29 mai, il a été signé par les dirigeants de la Fondation Copernic, de PRS (le club de Jean-Luc Mélenchon), la minorité de la LCR, autour de Christian Picquet, ainsi que par José Bové et de petites formations de la gauche citoyenniste et républicaine (Mars, Alternative Citoyenne, Les Alternatifs).

La LCR a refusé de le signer.

Que penser de cet appel?

D'abord, il manifeste une certaine prise de conscience. On aurait pu croire qu'avec l'accentuation de la mondialisation libérale et les modèles étrangers de Blair, Zapatero ou du SPD allemand, encensés pour leur pragmatisme par les médias que la social-démocratie se convertirait au social-libéralisme. Cette conversion a été stoppée grâce au travail intellectuel d'associations comme Attac ou Copernic, de journaux comme *Le Monde Diplomatique* qui

ont posé les bases d'un néo-keynésianisme radicalement antilibéral. Il est clair que le PCF partage beaucoup des valeurs de la gauche antilibérale et il ne serait pas juste de leur faire d'emblée un procès en réformisme.

Cet appel dit d'ailleurs clairement qu'il n'est pas question d'accepter d'aller au gouvernement avec des sociaux-libéraux. Il faut se féliciter de cette prise de conscience salutaire.

Pour autant, faut-il accepter l'idée de candidatures de rassemblement antilibéral ?

On peut comprendre les raisons pour lesquelles la direction de notre Parti s'inscrit dans cette perspective : d'abord, une raison financière, dépasser le seuil des 5 % des suffrages en dessous desquels nous ne sommes pas remboursés des frais de campagne.

Mais aussi, des raisons politiques : on imagine bien que quel que soit le résultat de l'élection, que la droite ou la gauche l'emporte, on ne fera pas la même politique avec une gauche radicale divisée en 3 ou 4 candidats obtenant chacun 3-4 % des voix, ou avec une candidature unique, qui pourrait créer une dynamique portant un candidat d'union à 15-20 % des suffrages.

On peut comprendre ce calcul, sans pour autant l'admettre. Car que se passera-t-il après les élections ? Chacun retournera-t-il dans son coin ? Veut-on aller vers la dissolution du PCF et la création d'une sorte de Fédération de la gauche radicale, une sorte de grand PSU ? On voit bien ce que les Alternatifs ont à y gagner, mais qu'avons-nous à y gagner ? L'addition d'appareils militants dans une nouvelle organisation ne garantirait aucunement sa viabilité... En réalité, il y a fort à parier que chacun se séparera après une hypothétique campagne unitaire. Et alors, nous nous retrouverions isolés, sans visibilité, coupés des salariés parce que nous n'aurions pas fait campagne sur nos propositions, car les propositions que nous pourrions faire seraient sans doute différentes de celles de candidats de rassemblement antilibéral tentés de privilégier les thèmes sociétaux au détriment de la question des salaires et du pouvoir d'achat, des retraites, des nationalisations.

Ce n'est pas rituellement, tous les 5 ans que nous pouvons faire avancer nos propositions, mais quotidiennement, dans les luttes sociales, dans les entreprises. Cela suppose un parti visible, organisé, structuré pour faire entendre ces propositions, pas un cartel d'organisations dirigés par des intellectuels parisiens peu connus et coupés des salariés.

Dans notre département, nous n'attendrons pas le mois d'octobre pour négocier un partage des circonscriptions avec la LCR et des candidats associatifs. C'est aujourd'hui qu'il faut préparer les élections législatives, en désignant dans chaque circonscription un « ticket » le plus représentatif possible.

Cette discussion aura lieu en comité de circonscription et les noms qui se dégageront seront proposés au comité fédéral de juin. Plusieurs critères sont à prendre en compte : d'abord l'implantation et l'expérience des candidats, mais il faut aussi faire de la place à des candidats jeunes et à des femmes, tout en s'assurant que les villes les plus importantes de la circonscription, où nous pouvons gagner des voix soient représentées.

La situation héninoise

A Hénin-Beaumont, la distribution de notre bulletin de section a été l'occasion de rencontrer les Héninois et de nous exprimer dans le débat politique local, ce que beaucoup de monde attendait

Nous avons en outre bénéficié involontairement d'une couverture médiatique : l'achat par le Front National d'un nom de domaine portant volontairement à confusion avec le titre de notre

bulletin de section nous a contraint à envoyer un communiqué de presse à *La Voix du Nord*, ce qui a permis de faire parler de notre bulletin de section.

Dans une ville où le FN obtient de très bons scores, sans que les autres forces politiques répondent systématiquement à ses attaques, notre bulletin de section a montré que nous étions résolus à combattre l'idéologie du Front National.

En outre, nous avons participé (Marie-Serge, Christian, Charles et moi) à la manifestation contre la venue de Jean-Marie Le Pen au centre commercial Cora Lens 2 de Vendin-le-Vieil dimanche 23. Un regret : nous aurions pu être plus nombreux, mais nous avons eu peu de temps pour nous organiser.

Depuis que nous avons engagé le combat contre le FN, les statistiques de visites sur notre blog (je le mets désormais à jour quotidiennement) ont explosé : nous en sommes à 190 visiteurs uniques par jour.

Les distributions de tracts, comme à *Faurecia* la semaine dernière et à *Grupo Antolin Iga* cet après-midi sont aussi l'occasion de prendre des photos et de publier un article sur le blog pour mettre en valeur notre activité militante.

Point sur la fête fédérale

Notre présence sur le marché d'Hénin vendredi dernier (12 mai) a été l'occasion de distribuer le tract fédéral et d'annoncer la fête de *Liberté* 62. Beaucoup d'Héninois avaient déjà reçu la plaquette dans leur boîte aux lettres.

Prochaines initiatives:

- Distribution prochaine d'un tract fédéral sur la situation de l'hôpital public.

Informations diverses

- Le prochain comité de section (mercredi 21 juin) sera le dernier avant les vacances, nous avions proposé de nous retrouver au café le Stromboli autour d'un verre.
- J'ai adressé un courrier à Jean-Claude Danglot pour lui faire part de notre vœu de pouvoir disposer du local de Montigny. L'affaire suit son cours.

Discussion

Marie-Serge OPIGEZ souhaite la bienvenue aux quatre nouveaux présents et se félicite du rajeunissement et du renouvellement du comité de section.

Dominique LECOMTE revient sur la lutte à mener contre le Front National, qui a collé des affiches un peu partout dans la ville. Il propose que nous organisions nous aussi rapidement un collage d'affiches.

Clément MOREL annonce qu'un collage d'affiches est prévu ce soir et qu'il lui restera des affiches. Avis aux volontaires...

Charles NOEL se propose de prendre quelques affiches et d'aller les coller avec les camarades disponibles jeudi soir.

Hervé POLY assure que de nouvelles affiches sont régulièrement disponibles au siège de la Fédération. Des tracts fédéraux sont régulièrement édités et la Fédération fait imprimer les tracts locaux à la demande pour les sections des grandes villes comme Hénin-Beaumont. Le matériel ne manque pas.

Yves MASCARTE revient sur l'appel à un rassemblement antilibéral signé par la direction de notre Parti. Il s'inquiète de voir le PCF s'engager dans une stratégie d'alliance à tout prix et perdre son identité. Cet appel unitaire annonce-t-il un futur ralliement à une candidature socialiste ?

David NOËL y voit plutôt l'ébauche de la constitution d'un « pôle de radicalité » avec les altermondialistes, selon les souhaits des refondateurs qui sont puissants en région parisienne. Une telle stratégie est vouée à l'échec parce qu'elle fait l'impasse sur le Parti et sur son organisation au profit de « collectifs » aux frontières floues dont la multiplication désorganise nos sections et cellules.

Maurice ORS critique lui aussi un texte flou, qui laisse la porte ouverte à une alliance avec les socialistes et qui n'affirme pas l'identité communiste. Le Parti Communiste ne cesse de se définir comme antilibéral, il en oublie de se définir comme communiste! Les rares points positifs de ce texte sont un gage qui nous est donné, mais sont surtout un leurre qui laisse présager un futur ralliement au PS. Maurice se demande quelle est l'analyse de la Fédération sur ce texte.

Hervé POLY signale qu'un texte à paraître dans *Liberté 62* de ce vendredi exposera la position de la Fédération quant à cet appel unitaire. Il ajoute que cet appel est toujours en cours de discussion et que les quelques points positifs présents dans cet appel (l'engagement à ne pas participer à un gouvernement « social-libéral ») pourraient disparaître.

David NOËL se demande quel serait l'utilité de Comités d'union populaire dans une circonscription comme la nôtre, ou le PCF est la seule force anticapitaliste structurée. Que des camarades s'engagent dans une démarche unitaire dans une grande ville universitaire où se trouvent de nombreuses associations antilibérales avec qui un travail est possible, soit, mais ce serait une erreur tactique de nous imposer la même démarche alors que le tissu militant de notre circonscription est très différent.